

PRENDRE DATE: 1934 - 1947 - 1969 - 1981...

Comme il fallait s'y attendre, la déclaration du Bureau Confédéral sur la désignation de ministres communistes, a provoqué un certain nombre de réactions y compris dans nos propres rangs.

Certains nous disent même que la C.G.T.-F.O. «*ne devrait pas prendre position sur un problème politique*». Ceux-là ignorent visiblement l'histoire de la C.G.T.-F.O.

Rappelons à ces ignorants que le 6 février 1934, la C.G.T., la nôtre, organisa la résistance au totalitarisme fasciste auquel des hommes comme Doriot et Déat devaient se rallier quelques mois plus tard.

En 1947, la scission syndicale qui nous amena à continuer la C.G.T. dans la C.G.T.-F.O. fut provoquée par notre volonté de nous opposer, par tous les moyens, à la main-mise du stalinisme sur le mouvement ouvrier. Là encore, il s'agissait de faire front au danger totalitaire.

De même en 1969, notre appel à voter NON au référendum du Général de Gaulle, tendant à l'instauration, en France, d'un ordre néo-corporatiste, témoignait du même souci de sauvegarder les libertés démocratiques.

Eh bien, la déclaration, désormais historique, de 1981, s'inscrit dans la même logique.

François Mitterrand a déclaré que «*les communistes feraient sa politique*». Indépendamment du fait qu'on peut être assuré qu'ils feront d'abord la leur, c'est à dire, pour être plus précis, celle de la bureaucratie du Kremlin qui opprime des milliers de travailleurs dans les pays de l'Est, on est en droit de se demander quelle politique, autre que liberticide, sont capables de mettre en œuvre ceux qui après avoir applaudi aux crimes de Joseph Staline, approuvent aujourd'hui sans réserve l'invasion de l'Afghanistan.

Mais pourquoi ne pas le dire...

Au-delà de la présence significative de Staliniens au gouvernement, certains protêts de ces derniers sont, pour le moins inquiétants. Sans parler de la «*politique des revenus*» et des «*cadeaux aux patrons*» (auxquels ceux-ci n'auraient jamais osé rêver du temps de M. Barre lui-même), certains projets de réforme de l'État rappellent fâcheusement Vichy et, s'ils étaient maintenus, devraient être vigoureusement combattus!

Quoiqu'il en soit et, dans une situation de crise, la classe ouvrière aura probablement à combattre, non seulement pour la défense de ses intérêts mais aussi pour préserver son existence en tant que classe.

C'est pourquoi, nous ne saurions nous laisser désarmer au nom de je ne sais quel «*apolitisme*».

Non, la C.G.T.-F.O. n'est pas apolitique, elle est indépendante de la politique, ce qui est tout autre chose. L'histoire a voulu qu'elle demeure aujourd'hui le seul cadre organisé auquel les travailleurs puissent se raccrocher pour la défense de leurs intérêts de classes. Nous prenons l'exacte mesure des responsabilités qui sont aussi les nôtres.

Les secrétaires confédéraux, en publiant leur déclaration... les membres de la Commission Exécutive Confédérale qui l'ont, unanimement approuvée, ont conscience de l'écrasante responsabilité qu'ils assument ainsi devant la classe ouvrière française et internationale.

L'histoire jugera... Elle leur donnera raison!

Alexandre HÉBERT.

DÉCLARATION DU BUREAU DE FORCE OUVRIÈRE...

Nous sommes respectueux des institutions de la République qui donnent au Président et au Premier Ministre la responsabilité de constituer le gouvernement de la France.

S'agissant de la participation des communistes nous exprimons, avec solennité, et pour l'histoire, notre désaccord.

Cette réaction ne repose pas sur des considérations de politique électorale. Elle est fonction de rattachement de Force Ouvrière aux grands principes qui ont été autrefois - et qui continuent d'être - à la base de sa constitution et que les communistes ont bafoués partout où ils sont parvenus au pouvoir.

Il ne sera pas fait d'autres commentaires.

*Les membres du Bureau Confédéral: **André Bergeron, Jean Doriac, Paulette Hofman, Roger Lerda, Marc Blondel, Antoine Faesch, Claude Jenet, Jean Rouzier, Maurice Derlin, Willy Gitler, Marcel Lalonde, Roger Sandri.***
